



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 196

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Jean-Jacques Candelier, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Jacques Candelier. Monsieur le président, mesdames, messieurs les ministres, mes chers collègues, comme notre collègue Ayrault, nous condamnons les événements de Villiers-le-Bel et demandons que toute la lumière soit faite sur cette affaire.

Monsieur le Premier ministre, alors que le pouvoir d'achat est la principale préoccupation des Français, permettez-moi de douter de votre politique en la matière.

Le Président de la République vous a remis les insignes de Grand-Croix de l'Ordre national du Mérite, mais certainement pas pour vos résultats en matière de pouvoir d'achat ! (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Cette décoration fait plutôt office de remerciement pour services rendus au Président autoproclamé " du pouvoir d'achat ", ou plutôt de son pouvoir d'achat puisque son salaire a été revalorisé de 172 %. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Aujourd'hui, les prix à la consommation continuent de flamber scandaleusement, sans que votre gouvernement envisage rien de sérieux pour les faire baisser. Des marges de manoeuvre existent, je vous le rappelle. La fiscalité des carburants, par exemple, représente plus de 60 % des prix à la pompe.

Mais votre gouvernement compte certainement beaucoup sur cette manne financière pour compenser les 15 milliards que coûte au budget de l'État le " paquet cadeau fiscal " que vous avez octroyé aux plus riches cet été, avec le renforcement du bouclier fiscal et la suppression des droits de succession.

Puisque vous refusez d'augmenter les salaires, le SMIC et les pensions, vous déclarez vouloir faire baisser les prix avec des " mesurette ", comme les délais de résiliation des contrats de téléphonie ou encore le bilan annuel des frais bancaires. Chacun sait que cela ne changera rien au problème chronique et grandissant du pouvoir d'achat. Le trou est trop béant et la communication a ses limites. Les Français en ont plus qu'assez, et je les comprends !

Récemment, les marins-pêcheurs, les avocats, les magistrats, les routiers, les professionnels des transports, les cheminots, les électriciens, les gaziers, les enseignants, les gendarmes, les policiers, les buralistes et bien d'autres ont exprimé leur mécontentement et leurs inquiétudes. (*" La question ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Monsieur le Premier ministre, j'ose espérer que vous me répondrez personnellement, et ce sans chinoiser. (*Sourires.*)

Qu'attendez-vous pour revaloriser les traitements des fonctionnaires, les pensions, le SMIC et les minima sociaux ?

M. le président. Posez votre question, monsieur Candelier !

M. Jean-Jacques Candelier. Qu'attendez-vous pour engager des négociations salariales dans le privé et, surtout, ouvrir les yeux sur l'échec de votre politique actuelle ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et sur plusieurs bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé de la consommation et du tourisme.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de la consommation et du tourisme*. Monsieur le député, vous venez d'évoquer le SMIC. Je vous fais observer que c'est notre majorité qui a permis des avancées concrètes ! (" *Eh oui ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

En effet, depuis 2002, le SMIC a augmenté de 23,2 %, alors que, entre 1997 et 2002, il n'avait augmenté que de 10 % ! Oui, monsieur le député, telle est la cruelle réalité !

Mais il n'y a pas que le SMIC. Vous le savez, nous voulons aussi favoriser le dynamisme des négociations salariales, et ce pour tous les niveaux de salaires comme l'ont proposé Xavier Bertrand et Christine Lagarde lors de la conférence sur l'emploi et le pouvoir d'achat qui s'est tenue le 23 octobre dernier.

M. Patrick Roy. Le ministre ment !

M. le président. Monsieur Roy !

M. le secrétaire d'État chargé de la consommation et du tourisme. Xavier Bertrand a proposé, à l'instar de ce qui se passe chez nos principaux voisins, que le niveau du SMIC soit dorénavant fixé par une commission indépendante (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine*) afin que cette question ne soit plus l'otage de débats politiques.

Nous avons également, comme le Premier ministre vient de le rappeler, proposé de conditionner les allègements de charges des entreprises à l'ouverture de négociations sur les salaires. Vous le voyez, monsieur le député, nous agissons tous les jours en faveur du pouvoir d'achat des plus modestes ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. André Gerin. menteur !

M. le secrétaire d'État chargé de la consommation et du tourisme. Enfin, ce sont les ouvriers et les salariés les plus jeunes qui, en 2006, ont effectué le plus d'heures supplémentaires. Ce sont donc eux qui, actuellement, profitent de leur défiscalisation ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Notre politique, monsieur le député, consiste aussi à aider les plus démunis à sortir de l'assistance. Grâce au revenu de solidarité active mis en oeuvre par Martin Hirsch et actuellement expérimenté dans les départements, nous tendons la main à ceux qui souffrent.

Nous savons que les dépenses contraintes sont une plaie pour nos concitoyens, en particulier pour les plus modestes.

M. Maxime Gremetz. À quand la marche avant pour le pouvoir d'achat ?

M. le secrétaire d'État chargé de la consommation et du tourisme. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a gelé les tarifs de GDF, contenu ceux d'EDF au-dessous de l'inflation, et doublé l'aide à la cuve de fioul, comme l'a annoncé récemment Christine Lagarde.

Vous le voyez, le pouvoir d'achat de nos concitoyens les plus modestes est bien la priorité du Gouvernement ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Jacques Candelier](#)

Circonscription : Nord (16^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 196

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Consommation et tourisme

Ministère attributaire : Consommation et tourisme

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 novembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 28 novembre 2007